

La Rue

Journal édité par l'asbl La Rue
– rédigé par les membres de
l'équipe et de l'association
dont des habitant·e·s des
quartiers historiques
de Molenbeek-Saint-Jean.



PROJETS IMMOBILIERS INADAPTÉS (...)

Page 2

HISTOIRE DE RÉSISTANCE (...)

Page 4

REFUSONS LA FATALITÉ (...)

Page 6

EDITO

Dans notre quartier, nous résistons. Chaque jour, des femmes et des hommes se battent pour préserver un logement digne, pour obtenir des aides justes, pour défendre une éducation de qualité pour leurs enfants, pour construire des lieux de vie où la solidarité prime. Ce numéro regorge de récits de ces luttes locales, qu'il s'agisse d'exiger, pour la rénovation de logements, des mécanismes qui aident vraiment celles et ceux qui en ont le plus besoin, de se mobiliser contre des projets immobiliers pensés une fois de plus pour les riches, et pas pour les habitants du quartier, de réagir collectivement entre associations contre les coupes budgétaires, ou encore de dénoncer la discrimination de locataires à la recherche de logements.

Ces résistances sont essentielles. Elles montrent que face à l'injustice, il est toujours possible d'agir. Mais ces luttes ne suffisent pas seules.

Elles doivent s'inscrire dans une résistance plus large, au-delà des frontières de notre quartier.

Aujourd'hui, nous voyons des discours qui nous poussent à croire que la solution à tous les problèmes serait de dépenser toujours plus d'argent pour les armes et la guerre. Cet argent, ne devrait-il pas plutôt aller à l'école de nos enfants, aux soins de santé pour tous, à des logements abordables pour ceux qui en ont besoin ? Quand on entend ces appels à la guerre, on peut se demander si on ne veut pas nous faire oublier les vrais problèmes, ceux qui touchent notre quotidien ici, à Bruxelles.

Pendant ce temps, un climat politique toxique se propage, où la vérité semble devenir optionnelle, et où les réseaux sociaux attisent la polarisation. Ce contexte menace directement les solidarités que nous avons tant de mal à construire.

Pourtant, c'est en restant solidaires que nous pouvons espérer faire face à ces pressions.

À La Rue, nous croyons fermement à l'action collective. C'est ensemble, entre voisins, avec le soutien d'associations, que nous pouvons construire des solutions locales et résister aux injustices globales. Alors oui, résistons : ici, en soutenant les habitants de notre quartier, et ailleurs, en refusant les discours de haine et de division. Résistons pour un monde où les ressources vont à la justice sociale, à l'éducation, et au logement, plutôt qu'aux armes et aux profits de quelques-uns. Ensemble, faisons de cette résistance un engagement pour un avenir plus solidaire.

Par Moritz Lennert

Président du Conseil d'Administration

RÉSISTER AUX PROJETS IMMOBILIERS INADAPTÉS AUX QUARTIERS DE MOLENBEEK

Récemment un projet immobilier a fait couler beaucoup d'encre dans les médias et sur les réseaux sociaux : le projet « Lake Side » à Tour et Taxis. La raison ? Ce projet faramineux de 16 bâtiments comptant principalement des logements privés dont une tour de 127 mètres de haut ne répond pas aux besoins et aux réalités des quartiers limitrophes. A l'origine de la forte mobilisation citoyenne et associative contre ce projet : le comité de quartier Maritime.

Ce groupe d'habitantes et habitants du Quartier Maritime à Molenbeek est très inquiet du développement du site de Tour et Taxis (appartenant à la Ville de Bruxelles) et des impacts de celui-ci sur Molenbeek. Alors que nous sommes arrivés à la fin de la période d'enquête publique, 270 personnes (citoyen·nes et associations) ont réagi et beaucoup ont pris la parole lors de la commission de concertation. Une pétition contre le projet comptant plus de 3200 signatures demande aux pouvoirs publics de prendre au sérieux la parole des citoyens.

A l'heure où cet article est rédigé, il est impossible de prédire la réponse des pouvoirs publics mais nous pouvons mettre en avant certains éléments nécessaires à une bonne résistance citoyenne de ce type :

- Un ou plusieurs groupes d'habitants et d'usagers actifs dans le quartier et qui se réunissent périodiquement pour discuter et s'organiser. Ces groupes d'habitants se constituent généralement autour d'un intérêt commun (promotion et organisation d'activités dans le quartier, défense vis-à-vis de nombreux changements et des problématiques vécues, développement de la convivialité, etc.). Ce groupe a une motivation directe et très forte à se mobiliser contre un projet qui va à l'encontre de l'intérêt commun du groupe. Le groupe peut compter dans ses forces son ancrage et ses liens dans le quartier : connaissances sur la vie de quartier et les liens avec les autres voisins/voisines.

- Des associations prêtes à soutenir ce groupe et à faciliter certaines démarches et certaines actions via leur expertise et leur réseau.

- Une connaissance des différents droits et démarches qui permettent aux citoyens de s'exprimer, de se faire entendre et de faire pression sur les pouvoirs publics :

- o Le droit d'interpellation citoyenne au conseil communal : possibilité pour un groupe d'habitants de se faire entendre et de confronter directement les pouvoirs publics sur une problématique dont ils ont la compétence et les inciter à agir sur celle-ci. (Voir règlement d'ordre intérieur du conseil communal de Molenbeek « section 13 interpellation par les habitants »)

- o Le droit de pétition : faire une pétition c'est montrer l'ampleur d'une problématique et donner de la voix aux revendications. Elles peuvent être en formats papier ou numérique.

- o Le droit de manifestation : droit de se réunir dans l'espace public pour exprimer une opinion, une revendication, montrer son désaccord collectivement. Avant une manifestation, il faut demander une autorisation à une autorité compétente.

- o L'enquête publique : période de 15 à 30 jours durant laquelle certains projets de constructions et de travaux doivent publier les documents explicatifs, et offre la possibilité d'émettre des avis non contraignants mais qui guideront les pouvoirs publics sur l'avis qu'ils remettront.

- o La commission de concertation : réunion qui termine la période d'enquête publique et qui permet aux autorités et aux citoyens d'exprimer oralement leur avis sur les projets soumis à enquête publique.

- o Actions en justice : plainte, citation, recours en justice, procès, etc. ; contester une décision car elle vous semble ne pas respecter vos droits est un moyen de résister. Nous vous conseillons de vous entourer de spécialistes avant de lancer ce type d'actions.

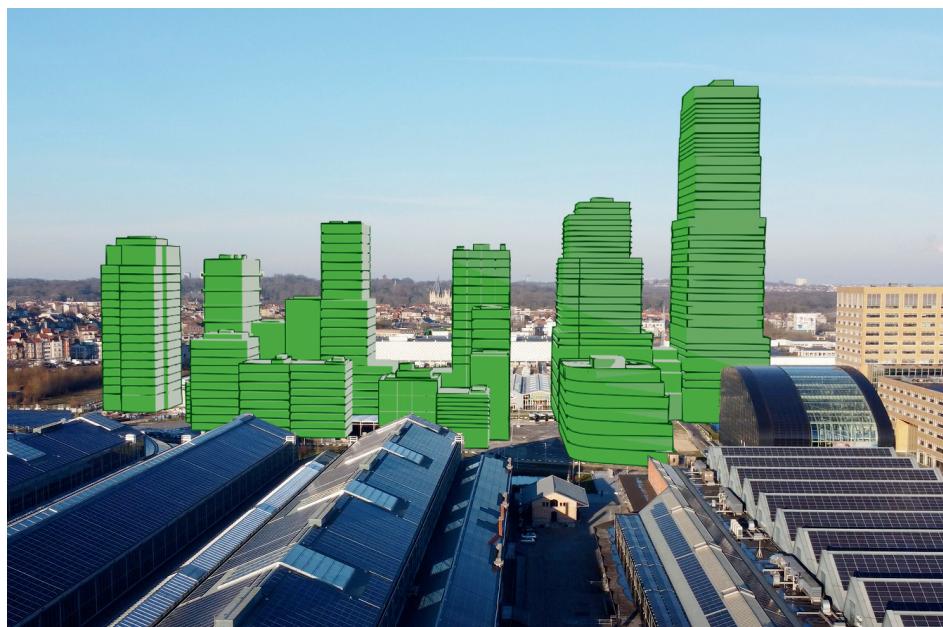
- Une visibilité médiatique via : des articles et des communiqués de presse, des interviews, des passages à la radio, des posts sur les réseaux sociaux, des actions et prises de paroles visibles sur l'espace public.

- De la créativité : élaborer des actions et activités diverses ou des moyens de communiquer et de rendre visible une situation demande de l'organisation, de la concertation et de la créativité. Le groupe, généralement, trouve un certain plaisir à s'investir et à créer des moyens uniques de s'exprimer et partager des moments avec les membres du groupe.

- Un soutien large : votre problématique peut être partagée et soutenue par l'ensemble de la société. Chercher des soutiens renforcera votre résistance.

- Un soutien politique : certain·es élus·es communaux, échevin·es, député·es, etc. peuvent soutenir des revendications et actions citoyennes. Il faut faire attention cependant à leurs véritables intentions.

La Rue
Besoin d'une info ? Contacter
Christopher au 02/410.33.03



Vous habitez Molenbeek et vous voulez créer un groupe, rejoindre un comité de quartier déjà existant ou vous êtes à la recherche d'un soutien pour organiser une activité de quartier ou vous faire entendre envers les pouvoirs publics, et/ ou résister face à un projet immobilier ou autre inadapté à votre quartier ? Vous pouvez contacter Christopher, notre chargé de mission en développement local intégré ; il vous conseillera dans vos démarches et répondra à vos questions.

Missions principales du développement local intégré

- Information et sensibilisation large sur la citoyenneté et la participation citoyenne
- Information et sensibilisation au sujet des dynamiques liées à la rénovation urbaine en cours dans le quartier : enquêtes publiques, contrats de quartier durables, contrats de rénovation urbaine, PAD..
- Organisation de l'implication des habitant·es dans la définition, le suivi et l'évaluation des dynamiques concernant le quartier, évoquées au point précédent
- Participation à l'élaboration de diagnostics de quartier avec les habitant·es et les usager·ères des quartiers
- Soutien à l'élaboration de projets collectifs d'habitant·es visant l'amélioration des conditions de vie dans le quartier en incitant à la participation aux appels à projets des programmes publics existants (ex. appel à projets Inspirons le Quartier) ou indépendamment de dispositifs publics existants
- Mise sur pied de projets visant l'amélioration des conditions de vie dans le quartier
- Participation aux Commissions de Quartier et aux Assemblées Générales des contrats de quartier à titre d'association
- Développement et entretien d'un réseau d'acteurs locaux, de liens avec le tissu associatif.

HISTOIRES DE VIES, HISTOIRE DE RÉSISTANCE

Journal d'une travailleuse sociale communautaire

“

C'est une petite dame menue qui pousse la porte de la permanence logement.

Elle a l'air si fatiguée que l'on dirait qu'elle porte sur son dos le poids du monde entier.

Elle s'assoit en face de moi et timidement me présente quelques papiers. Elle a des problèmes de logement, comme toutes les personnes qui viennent nous voir. Il faut d'abord écouter cette dame, la laisser parler, raconter sa vie, ses difficultés. Elle a perdu l'habitude d'être entendue, elle a poussé d'autres portes, est allée dans d'autres endroits mais aujourd'hui elle n'a plus la force de se battre. Elle est épuisée. Elle dort mal, pleure beaucoup, ne s'intéresse plus à la vie du quartier, ne voit plus ses voisins. Elle dit que rien ne lui fait plus plaisir, elle n'a plus le goût de vivre.

Elle a encore eu cette force de venir jusqu'à chez nous mais quel courage il lui a fallu pour se lever ce matin-là et me rejoindre. Je m'en rends bien compte, je vois bien comme elle est fragile à cet instant-là.

Ce qui se dit entre elle et moi restera confidentiel. Elle peut tout me confier. Je suis là pour l'accompagner, lui offrir cet espace où elle peut se raconter.

Elle va venir régulièrement me voir. Ensemble, nous allons d'abord tenter de l'aider à améliorer sa situation de logement. C'est très important pour elle de retrouver son souffle. De se poser un peu. Régulièrement je l'appelle, juste pour prendre de ses nouvelles, pour parler, lui faire sentir qu'elle n'est pas seule,



Crédit photo : Cécile Lepan

qu'elle existe pour quelqu'un, qu'elle compte et qu'elle a en elle plus de force qu'elle ne le croyait.

Car elle est forte cette petite dame menue, pour supporter tout ce qu'elle a à affronter : l'insalubrité de son logement, les problèmes de santé des enfants, les problèmes d'argent. Et pourtant elle tient debout. Elle ne s'est pas effondrée.

Plusieurs semaines se sont écoulées depuis qu'elle a poussé la porte de notre permanence logement pour la première fois. Quelques fois quand elle vient à l'un de nos rendez-vous, je la vois de nouveau sourire. Ses épaules se sont redressées. Elle a le regard fier. Elle a de nouveau envie de vivre malgré ses difficultés. Et elle a envie de le dire. Que c'est possible de s'en sortir. De se sortir de cet état où on a l'impression qu'il n'y a pas d'avenir.

Nos rendez-vous réguliers lui ont permis de reprendre doucement pied. Les activités collectives que nous organisons lui ont permis de se sentir moins seule, moins isolée. A chaque activité organisée avec d'autres habitants que j'accompagne, elle est là, pour témoigner.

Un jour, j'ai lu dans un livre une phrase qui a fait sens pour moi en tant que travailleuse sociale et citoyenne engagée : « la vie pauvre n'est pas une pauvre vie » et l'histoire de cette dame en est la preuve. Chaque être humain est riche. Chaque habitant de notre quartier, ce quartier où j'aime travailler, est riche d'expériences, de vécu, d'histoires à raconter. Raconter c'est aussi résister.

La Rue

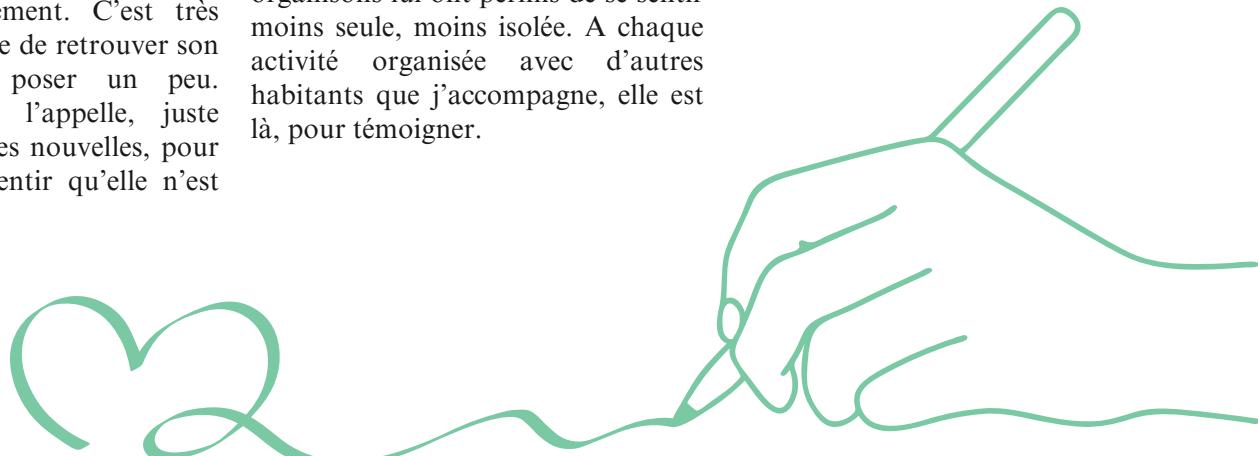
**Intéressé.es par nos actions collectives en matière de Logement ?
Contact : André et Cécile**

La Rue

**Intéressé.es par notre atelier/action collective "L'Ecole en Questions" ?
(mené en partenariat avec La Ligue des Familles)**

Rejoignez le groupe de parents
Contact : Alessia.

Besoin d'une info ? Contactez-nous au 02/410.33.03



BIENVENUE AU LOCAL PCS

Début 2024, le Projet de Cohésion Sociale a ouvert un local dans le quartier Ransfort pour des habitant·es du quartier. Il propose de nombreux moments de convivialité. Si vous souhaitez rencontrer des voisin·es, si vous voulez parler du quartier, si vous souhaitez construire un projet ou animer une activité, si vous avez besoin d'une information, alors, vous êtes les bienvenu·es au 14 rue Fernand Brunfaut ! (situé sur la place Cheval Noir).

Venez tous·tes pour se rencontrer autour d'un café, d'un thé et de biscuits : ↗ permanences les mardis et jeudis de 14h à 16h30.
↗ atelier textile zéro déchet les jeudis de 13h à 14h30.
↗ givebox textiles, le principe ? Vous amenez maximum 3 vêtements propres et en bon état et vous pouvez repartir avec 3 autres vêtements !

Sans oublier le groupe Papote chaque mercredi matin de 9h30 à 12h qui continue à se retrouver à La Rue, au 61 rue Ransfort.

Nous vous attendons, à bientôt !



Crédits photos : Lola Kaciu (La Rue)



La Rue
Besoin d'une info ? Contacter
l'équipe PCS au 02/410.33.03

Qu'est-ce que le Projet de Cohésion Sociale Quartier Ransfort (PCS) ?

C'est un projet financé par la S.L.R.B (Société de Logement en Région Bruxelloise) dont le Logement Molenbeekois est partenaire. L'asbl La Rue apporte son expertise de "travail social communautaire" en coordonnant et mettant en œuvre les actions de terrain, en y associant parfois des acteurs du quartier. Ce projet contribue à créer et renforcer les liens sociaux entre les habitants, les habitantes et avec les acteurs locaux. Il a pour objectif de soutenir les locataires dans l'amélioration de leur qualité de vie au sein du périmètre (délimité par la ch. de Gand, le Canal et les rues Delaunoy et Quatre Vents) tout en facilitant et encourageant la participation des habitant·es à chaque étape du processus.

REFUSONS LA FATALITÉ ET LES LOGIQUES QU'ON TENTE DE NOUS IMPOSER !

“MOBILISONS-NOUS !”

Depuis que le monde est monde, des chefs d'Etats veulent plus de pouvoir et des personnes sont plus à l'aise matériellement au détriment de celles et ceux qui ont moins et souffrent plus.

Aujourd'hui, les crises sont multiples, du local à l'international, plus que des crises, nous assistons à de véritables mutations sociétales, confrontés à un monde de plus en plus interpellant voire incohérent.

Les enseignants sont en colère, la jeunesse va mal, de plus en plus de personnes ne savent plus comment remplir leur frigo ou trouver un logement.

En tant qu'acteur associatif, lorsque nous revendiquons, on nous répond en gros que “les caisses sont vides” (manque de budget !).

L'accord gouvernemental de notre pays renforcera encore davantage la casse sociale ; cet accord nous donne froid dans le dos. La déclaration de Bart De Wever en introduction au texte de celui-ci donne le ton ; quelques extraits : “Notre situation budgétaire est préoccupante”; “notre gouvernement poursuivra une politique d'activation ambitieuse”; “Les personnes en bonne santé et capables de travailler ne pourront plus bénéficier de systèmes trop avantageux...”; “nous veillerons à ce qu'il soit toujours nettement plus avantageux de travailler que d'être inactif”; “Notre gouvernement s'orientera vers une politique migratoire plus contrôlée”; “Notre gouvernement investira dans notre sécurité”; “l'accès à notre système social ne sera désormais plus accordé sans conditions et sera davantage protégé contre les abus”. Ce ne sont là que quelques-unes des “bonnes” intentions de notre nouveau gouvernement, qu'il compte concrétiser à travers un paquet de mesures.

Aujourd'hui, les médias nous martèlent de messages nous expliquant que l'Europe doit renforcer son armement et que chacun doit participer à l'effort. Au cours des dernières années, la Belgique a déjà augmenté fortement son budget de la défense et compte y consacrer dès à présent encore beaucoup plus de milliards¹. Pourquoi ? Pour se défendre. Contre qui ? Contre d'autres êtres humains. Nous a-t-on demandé notre avis ?

Les dépenses mondiales de la défense ont atteint les 2240 milliards de dollars en 2022². En 2021, 250 ONG publiaient une lettre ouverte sur le plan international indiquant qu'un seul jour de dépenses militaires suffirait à freiner la faim dans le monde.



Aujourd'hui, les 1% les plus riches de notre monde s'accaparent près de la moitié des richesses de la planète et entre 2001 et 2021, soit en vingt ans, le nombre de milliardaires a été multiplié par cinq³. Selon un rapport de l'ONG Oxfam de 2024, depuis 2020, les 5 hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune tandis que dans le même temps, la richesse cumulée de 5 milliards de personnes a baissé.

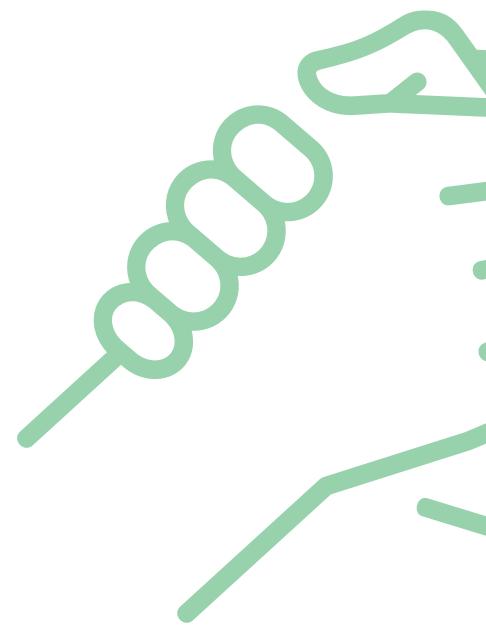
“Tout est une question de choix” : quelles sont les priorités politiques ? Les richesses ne manquent pas; ce qui fait défaut ce sont leur usage et leur distribution. Face à un tel contexte, qui risque de nous conduire à un vrai marasme, que peut-on faire ?

RÉSISTER, ET NOUS SOLIDARISER !

Dans notre Gazette précédente⁴, en contexte pré-électoral, nous soulignions l'importance et l'intérêt de nous organiser collectivement pour revendiquer. Aujourd'hui, il est urgent et nécessaire de nous mobiliser pour résister et exprimer notre refus face à de telles logiques destructrices.

Nous avons chacun.e le pouvoir de nous lever et de dire NON, mais nous serons plus forts si nous le faisons collectivement.

La Rue accompagne diverses démarches citoyennes dont nous faisons régulièrement écho dans cette Gazette; nous vous invitons à rejoindre l'une d'elles ou à vous engager dans d'autres lieux de lutte, ils sont nombreux. Cette résistance s'organise notamment localement et crée une gigantesque “toile de solidarités microscopiques” à l'échelle de notre monde.



Il existe de nombreuses initiatives citoyennes pour plus de justice sociale qui ont porté et portent leurs fruits; elles réinventent la démocratie en s'appuyant sur l'intelligence collective.

Elles sont sources d'espoir car nous n'en sortirons pas autrement. Cela commence par notre quartier (ou parfois d'autres lieux tels l'entreprise ou l'école). Régulièrement, des Molenbeekois parfois confrontés aux pires difficultés nous expriment à quel point avoir rejoint un collectif les rend plus forts, bien que souvent réticents au départ.

Vous aussi, levez-vous pour plus de justice sociale et d'humanité et résistons ensemble en usant de notre pouvoir de citoyen. Avec responsabilité, pour nous-mêmes, par solidarité ou pour l'avenir de nos enfants.

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter
La Rue au 02/410.33.03

Collectif molenbeekois des Midis-partagés : les suites pour interpeller les élus molenbeekois Rejoignez-nous !

Dans notre Gazette précédente, en contexte pré-électoral, nous expliquions notre volonté associative d'interpeller les futurs élus locaux, candidats aux élections, sur une série de thématiques s'appuyant sur nos expertises et constats de terrain à Molenbeek, en particulier dans les quartiers populaires. Le débat public que nous annoncions organisé en présence des formations politiques molenbeekaises s'est effectivement tenu en septembre dernier, veille des élections communales. Le nouveau Collège des Bourgmestre et Echevins à présent entré en fonction, notre volonté est de poursuivre en cours de législature. Nous avons sollicité une rencontre avec le Collège, notre souhait est de rencontrer ensuite chaque échevin.e concerné.e en fonction des thématiques abordées.

Pour celles et ceux qui souhaitent rejoindre cette action, associations et habitant.es molenbeekois.es, nous vous invitons à nous contacter. La note d'interpellations et de propositions-revendications que nous avons adressée au Collège "Molenbeek 2024-2030 : inégalités sociales et enjeux de société - constats et pistes d'actions non exhaustifs" (document de travail) est téléchargeable sur notre site internet et à disposition dans nos associations : <https://www.larueasbl.be/note-de-travail-sur-8-problematiques-sociales-sur-molenbeek-27-fevrier-2025/>

Ensemble, nous serons plus forts. Nous avons besoin de vous, rejoignez ce collectif !

Contacts du groupe porteur : les asbl La Rue (Carine ; tél. 024103303), Lire et Ecrire Bxl (Hugues), La Porte Verte (Samuel), Atouts Jeunes (Assetou), la Maison médicale Norman-Béthune (Laeticia), la Maison de quartier Bonnevie (Aurélia).

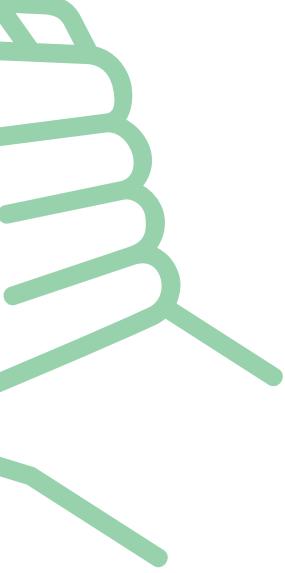
1- CNAPD (*Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie*).

2 - SIPRI (*Institut international de recherche sur la paix*).

3 - Oxfam.

4 - Voir <https://www.larueasbl.be/wp-content/uploads/2024/05/Gazette-mai-2024-vf.pdf>

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS AU LOGEMENT



En Belgique, il est interdit à un bailleur ou à une agence immobilière de vous refuser un logement pour des motifs discriminatoires comme la nationalité, l'origine, le sexe, les croyances religieuses,... mais aussi concernant les sources de vos revenus. Si un propriétaire est en droit de vérifier si vous êtes capable de payer votre loyer, en vous demandant certains documents pour prouver que vous avez des revenus stables, il ne peut en revanche vous en demander ni l'origine, ni la nature.

Il est également interdit de publier une annonce qui serait rédigée ainsi : « chômeurs s'abstenir, CPAS refusé ».

Et pourtant, à la permanence logement de La Rue, nous voyons de plus en plus de candidats locataires qui cherchent un logement sans relâche et qui ne trouvent pas de propriétaires prêts à étudier leur dossier de candidature s'ils sont au CPAS.

Pourquoi ?

Parce qu'encore aujourd'hui, les a priori restent bien vivants en ce qui concerne les personnes qui sont inscrites au CPAS. Ils ne seraient pas des candidats sérieux, ils ne paieraient pas régulièrement leur loyer etc.

Et pourtant encore, les propriétaires qui choisissent de dépasser ces a priori ont rarement à le regretter. Il y a bien des avantages à choisir un locataire qui est suivi par le service social du CPAS. Mais les propriétaires l'ignorent trop souvent.

A la permanence logement, nous sommes trop souvent démunis quand des personnes viennent à nous dans le plus grand désespoir de voir leur recherche de logement aboutir. Et bien souvent nous ne pouvons que les soutenir en les écoutant avec bienveillance. Nous partageons avec eux leurs difficultés. Nous nous sentons trop souvent impuissants devant ces inégalités face à l'accès au logement. Mais ce n'est pas une fatalité. Car lorsque l'on choisit d'être travailleur social dans le secteur du logement, on ne peut pas être fataliste. Il y a des solutions pour sensibiliser les propriétaires à déconstruire leurs idées reçues.

Nous pouvons travailler ensemble, associations, habitants, CPAS, cellule Habitat de la commune de Molenbeek. Organiser des rencontres entre les différents acteurs qui travaillent dans le domaine du logement, écouter les préoccupations des candidats locataires, partager nos compétences etc.

Voici le témoignage d'une propriétaire tiré d'un ouvrage édité par "Action Vivre Ensemble" qui lutte pour une vie digne et l'accès au logement : « j'ai honte de le dire mais j'ai des a priori sur les candidats locataires qui n'ont pas de CDI.



Mais pour mon appartement en location, j'ai été contacté par le CPAS. Au départ, je ne voulais pas choisir comme locataire quelqu'un qui est au chômage ou au CPAS.

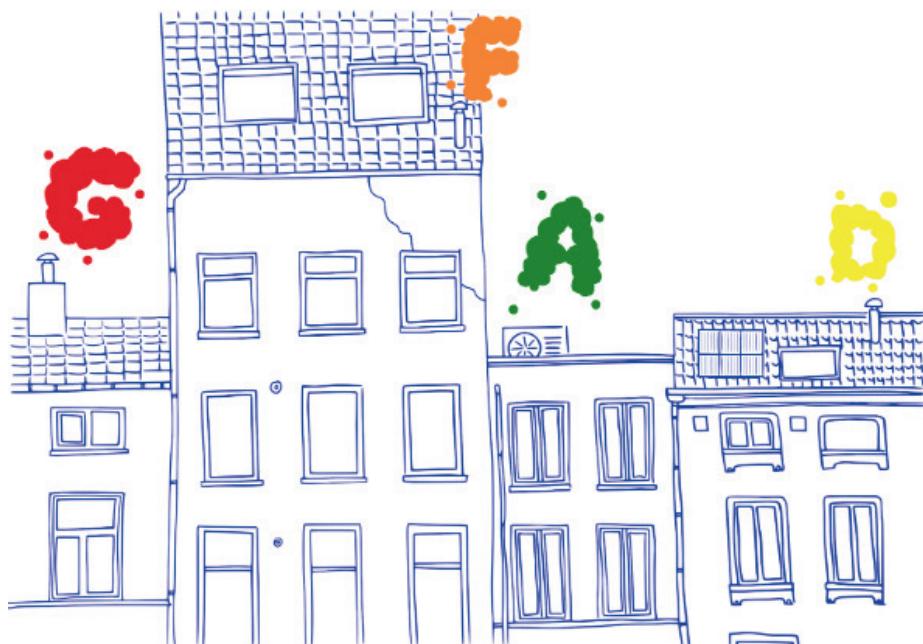
En général, je demande toujours la profession, les trois dernières fiches de salaire et la preuve des trois derniers paiements de loyer. L'assistant social que j'ai eu au téléphone a écouté mes craintes et ne m'a pas jugée. Il a pu me rassurer et m'a parlé d'un candidat locataire. J'ai accepté de le rencontrer et j'ai eu un super feeling avec lui. C'est le CPAS qui a payé la caution et le premier mois de loyer en avance. Aujourd'hui, ça se passe super bien et je suis très contente de mon choix. Je pense que ça changerait énormément pour les propriétaires de savoir que le CPAS joue un rôle d'intermédiaire. »

Nous en sommes convaincus nous aussi.

Nous espérons que d'autres que nous le sont également et nous voulons croire que cela est possible, travailler "main dans la main pour de meilleurs lendemains".

VERS UNE BRUXELLES RÉNOVÉE POUR TOUS

Depuis début 2025, le système des primes à la rénovation – qui fait partie de la stratégie RENOLUTION – est suspendu. Tant qu'un nouveau gouvernement régional n'est pas formé (à l'heure où nous rédigeons cet article), aucune demande de prime ne pourra être introduite. Cette pause est l'occasion de réexaminer le système : **qui en bénéficie réellement ? Est-il efficace pour réduire les émissions et améliorer la qualité des logements ? Comment le gouvernement veut réduire les émissions dues au chauffage ?** Diminuer les émissions de gaz à effet de serre est crucial pour préserver notre environnement à long terme. À Bruxelles, 40 % des émissions proviennent du chauffage des logements. L'Union européenne a mis en place le certificat PEB (Performance Energétique des Bâtiments), qui classe les bâtiments



Crédit photo : Mumtaaz Viaene (La Rue)

de A (faible consommation) à G (consommation élevée). Pour atteindre ses objectifs, la Région bruxelloise impose que tous les logements atteignent un label PEB E (maximum 275 kWh EP/m²/an) d'ici 2033 et un label C (maximum 150 kWh EP/m²/an) d'ici 2045. Si les propriétaires ne se conforment pas, des amendes sont prévues, cependant certaines exemptions existent notamment dans le cas de bâtiments classés, d'impossibilités techniques ou dans le cas de propriétaires bénéficiant du statut BIM. Cela signifie que 80 % des logements devront être rénovés en 20 ans. **Mais les propriétaires et les entrepreneurs sont-ils prêts à faire face à ces obligations ? Qui reçoit les primes à la rénovation ?**

Les rapports annuels de Bruxelles Environnement montrent que les aides sont inégalement réparties.

À Molenbeek, le montant moyen octroyé aux primes est plus bas que dans le reste de la région (2 088 € contre 2 814 €), et il y a moins de demandes (1 demande pour 47 logements contre 1 pour 32 en moyenne). Pourtant, de nombreux logements y nécessitent des rénovations urgentes, tant pour des raisons de salubrité que d'efficacité énergétique. Paradoxalement, ceux qui ont le plus besoin d'un soutien financier y accèdent difficilement. En effet, il faut déjà disposer de fonds ou avoir la capacité d'emprunter pour engager des travaux. Le crédit EcoReno (octroyé par le Fonds du Logement), censé préfinancer les rénovations, reste un crédit à la consommation, donc inaccessible à certains ménages.

À l'inverse, les propriétaires plus aisés entreprennent souvent des rénovations lourdes, leur permettant de bénéficier de primes plus élevées. De plus, les aides sont calculées sur la base des revenus imposables, sans prendre en compte d'autres formes de revenus (placements en bourse, revenus locatifs, etc.).

En Flandre, une réforme est en discussion pour élargir la définition des revenus pris en compte dans l'octroi des primes à la rénovation, mais Bruxelles ne prévoit rien de cet ordre pour l'instant.

Il est donc urgent de revoir la redistribution du budget des primes afin qu'elles bénéficient en priorité aux ménages qui en ont le plus besoin et aux logements les plus vétustes.

Inclure les locataires

À Bruxelles, où les locataires sont majoritaires, la rénovation améliore leur confort et réduit leurs factures d'énergie. Mais en réalité, elle entraîne souvent des augmentations de loyer qui ne sont pas compensées par les économies réalisées sur la facture d'énergie.

Pour éviter que la transition énergétique ne se traduise par une hausse des loyers et des expulsions, une stratégie collective, soutenue par l'État ou la Région, est indispensable. Celle-ci devrait prioriser la rénovation des logements les plus énergivores et insalubres et inclure un encadrement des loyers.

Le certificat PEB, l'outil adéquat ?

Au-delà des inégalités sociales, la pertinence du certificat PEB est aussi remise en question. Des études montrent que la consommation réelle des logements mal classés est souvent inférieure aux estimations théoriques.

En effet, les ménages en précarité énergétique adoptent des stratégies de restriction (chauffage limité, pièces non chauffées). Ainsi, améliorer une catégorie de PEB ne garantit pas forcément une baisse effective de la consommation.

De plus, le calcul de la certification PEB est basé sur la consommation d'énergie par mètre carré, sans prendre en compte la taille du logement ni le nombre d'habitants.

Une grande maison bien isolée occupée par une seule personne peut obtenir un meilleur score qu'un petit appartement mal isolé où vit une famille nombreuse, même si cette dernière consomme moins d'énergie par personne.

Transition énergétique plus juste

La politique bruxelloise vise des objectifs essentiels : améliorer l'isolation et réduire la consommation d'énergie.

Mais elle ne prend pas suffisamment en compte les conséquences et écarts sociaux.

Tant que l'approche restera individuelle et que les aides seront mal distribuées, la transition énergétique risque d'aggraver les inégalités sociales. Pour un changement réel, il est urgent de mettre en place une approche collective, garantissant à tous des logements durables et abordables.

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter les CRE au 02/410.33.03

Permanences CRE



CONTEXTE POLITIQUE ET BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE : QUELLES INCIDENCES POUR NOS ACTIVITÉS D'AIDE AU LOGEMENT ?

Le contexte budgétaire :

La situation budgétaire générale de la Région de Bruxelles-Capitale, considérée unanimement par le monde politique comme « catastrophique » (les signaux de détresse étaient déjà lancés avant les élections régionales de juin dernier), fait peser une lourde incertitude, voire une épée de Damoclès sur l'ensemble des associations qui défendent les plus démunis.

A l'heure où nous rédigeons ces mots, des associations et structures socioculturelles sont déjà en difficulté, plusieurs ont dû donner des préavis ou prendre d'autres mesures conservatoires, devant suspendre voire stopper des projets sociaux et culturels pourtant cruciaux d'autant en ces temps de crises.

Pour La Rue aussi, nous sommes confrontés à l'incertitude du lendemain et à l'heure actuelle, nous restons en attente du versement de plusieurs tranches de subsides permettant de couvrir nos activités. En matière d'aide au logement notamment dont la viabilité de nos services dépend d'un financement régional tel l'Insertion par le Logement (IPL) dont l'équipe défend bec et ongles les locataires en situation de précarité, ainsi que l'équipe du CRE (Conseil en Rénovation & Energie), qui conseille judicieusement les «petits» propriétaires souhaitant rénover leur logement.

Nous sommes par ailleurs nombreux.ses à avoir été choqué.e.s par la suspension soudaine, sans préavis ni annonce, en pleine période estivale (fin juillet 2024) de l'ensemble des primes à la rénovation (primes «Rénolution»). Si les dossiers de demandes d'aide financière, bloqués depuis août, ont pu enfin, fin d'année, être progressivement apurés, l'incertitude totale demeure quant à l'avenir de l'entièreté du système des primes pour 2025.

Le contexte politique :

Pas un jour sans que la presse n'y fasse allusion : à l'heure d'écrire ces lignes, aucun accord pour la formation d'un nouveau Gouvernement bruxellois de plein exercice n'a encore abouti (même si des «éclaireurs politiques» issus du Parlement nouvellement réélu tentent de débloquer la situation) !

Ce retard dans la formation du nouveau Gouvernement bruxellois a eu d'une certaine manière un effet temporairement bénéfique, dans la mesure où des décisions radicales de coupes sombres dans les budgets régionaux n'ont de ce fait pas encore été prises. Toutefois, la vie des services publics et des associations ne pouvant s'arrêter au 31 décembre, le fonctionnement d'octroi des moyens financiers se fait à coup de «12èmes provisoires» (soit un financement, chaque mois, de 1/12ème de notre budget identique de 2024; les montants étant alors versés par tranche de 3 mois) : intenable à long terme ! Signalons qu'il ne suffit pas que ce mécanisme soit voté pour chaque nouvelle période trimestrielle (et c'est donc chaque fois l'incertitude pour chaque nouvelle période trimestrielle qui s'annonce, cela alors que de nombreux contrats de travail sont en jeu dans notre secteur), encore faut-il que cela suive et que les montants soient ensuite rapidement versés, or les versements tardent.

Par ailleurs, faut-il le rappeler, l'année 2024 a été riche en événements politiques, puisque, outre les élections régionales de juin dernier, nous avons voté également pour les élections communales en octobre. Du côté communal à Molenbeek, les négociations pour la formation d'une nouvelle majorité ont pris plus de temps que prévu ; elles ont abouti in fine à un renversement des alliances, qui, nous supposons, mèneront à des modifications dans les politiques communales à venir. A l'heure actuelle, nous restons dans l'attente de la déclaration de politique communale du nouveau Collège. Nous pouvons relever que celui-ci a annoncé vouloir faire de la préoccupation du « mal logement » un des axes principaux auxquels il compte s'attaquer, ce qui en soit est positif. Nous suivrons tout cela de près. En effet, dans la suite de l'élaboration de notre Memorandum pour le droit au logement à Molenbeek* et de notre débat public pré-électoral de juin dernier, en collaboration avec la Maison de quartier Bonnevie, nous comptons bien poursuivre un travail de veille et d'interpellation au cours de cette nouvelle législature.

*<https://www.larueasbl.be/memorandum-2024/>

La Rue
Besoin d'une info ? Contacter
Thierry De Bie au 02/410.33.03

Le contexte de croissance des inégalités sociales :

Indépendamment de ce contexte budgétaire, notre équipe Logement des travailleur.euses IPL, CLSS (Contrat local social santé) et CRE ressent de plus en plus durement l'impact des inégalités sociales et du coût de la vie qui augmente dans tous les domaines, ayant une incidence particulièrement dure sur notre public habituel. Notamment, nombreux sont les "petits" propriétaires qui n'arrivent plus à nouer les deux bouts. Ne parlons pas des travaux qu'ils devraient entreprendre pour rénover leur bien : outre l'incertitude sur l'octroi de primes (lire plus haut), les prix des matériaux de construction restent prohibitifs et les devis des entrepreneurs de la construction également : ils sont tellement sollicités qu'ils peuvent se permettre d'afficher des prix délirants !

Les locataires quant à eux ont de plus en plus de mal à se loger, les expulsions ont augmenté et l'accès à un logement digne, sur base de l'article 23 de la Constitution belge - "Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine" - est scandaleusement toujours plus bafoué.

Nous essayons de « tenir la barre » et de ne pas être en retard par rapport aux demandes de soutien des habitants du Vieux Molenbeek ; nous sommes cependant inquiets et dans l'embarras permanent lorsqu'ils nous demandent sur quelles aides financières ils vont pouvoir s'appuyer. Que répondre dans un contexte de telle incertitude ? Résultat : notre public reste depuis des mois dans une expectative très préjudiciable pour sa stabilité notamment sociale et familiale.

En conclusion : préparons-nous à résister !

Tous ces éléments donnent à la thématique de ce numéro de la Gazette une acuité brûlante : si les nuages noirs semblent s'accumuler au-devant d'un avenir paisible auquel nos associations aspirent légitimement, notre équipe se sent soudée et solidaire et a déjà, par le passé, dû faire face à des situations critiques. De commun accord avec nos collègues des autres AIPL et associations membres du Réseau Habitat, nous bataillons ferme, régulièrement, pour co-rédiger puis envoyer des courriers aux cabinets ministériels concernés, signer des cartes blanches, descendre dans la rue pour manifester notre solidarité à côté d'autres, tout en restant à l'écoute et en soutien, vaille que vaille, des habitants molenbeekois. Il est plus qu'urgent que le monde politique bruxellois prenne ses responsabilités et nous donne un gouvernement, cela alors que le citoyen a été appelé aux urnes il y a déjà 10 mois pour concrétiser son devoir et donner forme à son droit de vote.

De manière urgente, nous avons besoin et voulons d'une politique qui soit un rempart contre la précarité et la pauvreté et permette à chacun.e de vivre dignement, et non pour faire la chasse aux pauvres et accroître encore l'écart entre les biens nantis et le reste de la population, reste constitué de couches toujours plus nombreuses**. Il est urgent que le monde politique ouvre les yeux et soit à l'écoute notamment de notre expertise de terrain déployée auprès de celles et ceux qui en ont le plus besoin. A quoi ont servi les divers manifestes, mémorandums et plaidoyers que le monde associatif a pris le temps d'élaborer avant les élections ? Il est urgent de nous mobiliser, associations et société civile, pour forcer le monde politique à entendre les voies de plus en plus nombreuses qui s'élèvent et pour que le terme démocratie retrouve un sens. Comme dirait l'autre, "Ce n'est qu'un début, poursuivons le combat !".

La société civile bruxelloise veut des actes !

Signez la pétition en ligne :

https://www.petitionenligne.be/nous_existons_toujours_wij_bestaan_nog_altijd



Affiche événement du mouvement "La société civile"

**Quelques chiffres : En 2024, presque 1 personne sur 5 en Belgique est exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale (source Statbel); en 2023, 28% de la population de la région bruxelloise vivaient sous le seuil de pauvreté et le logement y était un facteur aggravant de la pauvreté, 32% de la population bruxelloise vivaient dans un logement qui présente des défauts importants et 30% dans un logement surpeuplé (source Observatoire de la Santé et du Social de Bxl.).

DES NOUVELLES DE RÉNOVATION +

Dans le cadre du Contrat de Quartier Durable (CQD) Étangs Noirs 2022-2026, l'asbl La Rue a mis en place un projet d'accompagnement pour les propriétaires. Ce projet permet un focus sur les "petits" propriétaires en difficulté afin de leur apporter un soutien financier, administratif et technique dans le périmètre du CQD.

Le projet « Rénovation + » constitue une réflexion novatrice face aux constats de dégradation du bâti dans le Vieux Molenbeek. Ce projet entend répondre aux propriétaires, qu'ils soient occupants ou que leurs biens soient vacants, abandonnés ou insalubres. Il s'agit donc de travailler avec des propriétaires dans l'incapacité actuelle d'investir dans la rénovation de leurs biens. A travers « Rénovation + », l'asbl La Rue entend lutter contre l'insalubrité, la vacance immobilière et la gentrification dans le quartier Étangs Noirs.

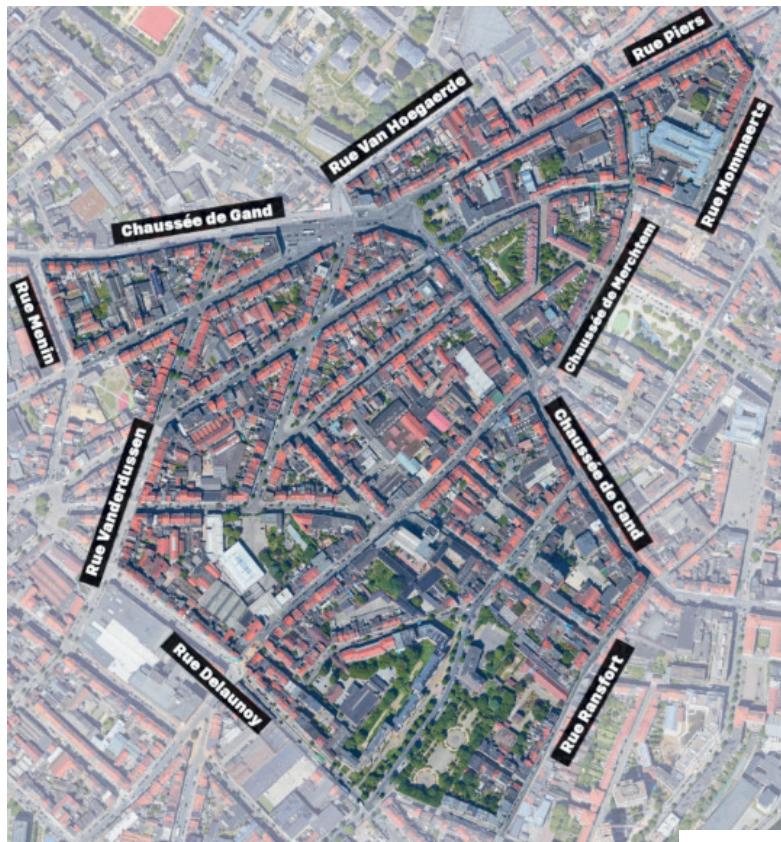
Ce projet devra permettre à terme la rénovation de 5 à 7 logements à caractère social via plusieurs scénarios :

- Soit une opération de rénovation complète d'un immeuble dans son entièreté avec un préfinancement des travaux par l'asbl Rénov'Assistance (qui se rembourse avec les loyers pendant 20 ans). Dans ce cas, le propriétaire reçoit une aide financière à hauteur de 30.300€/logement rénové et loué via l'AIS (agence immobilière sociale) Logement Pour Tous ;
- Soit une opération de rénovation simple sans préfinancement. Dans ce cas, le propriétaire reçoit une aide financière à hauteur de 21.700€ à 24.000€/logement (en fonction de la durée de la gestion locative – 9 ou 15 ans) rénové et loué via l'AIS Logement Pour Tous ;
- Soit une opération pilote de rénovation énergétique complète avec le Community Land Trust Bruxelles (CLTB) destinée aux propriétaires occupants. Cela est rendu possible par un mécanisme innovant de rachat aux propriétaires du « terrain » via un « investissement solidaire » important du CLTB et un accompagnement complet des travaux.

3 logements à caractère social ont jusqu'ici été rénovés grâce à cette aide dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable Étangs Noirs. Ces logements sont d'ores et déjà loués et agrandissent le nombre de logements sociaux ou à caractère social dans le quartier Étangs Noirs. Le projet « Rénovation + » a pu financer le chantier à hauteur de 60%.



Crédit photos : Lucas Brusco (La Rue)



Crédit photo : Lucas Brusco (La Rue)

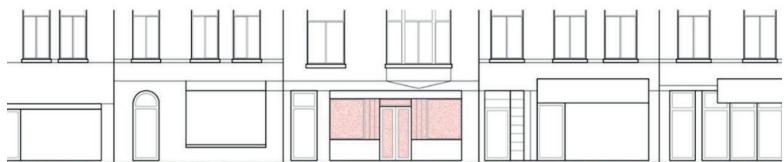
Projet Fondation Roi Baudouin

En parallèle au projet d'aide à la rénovation dans le périmètre du CQD Étangs Noirs « Rénovation + », l'asbl La Rue a obtenu un financement de la Fondation Roi Baudouin et du Fonds Pauvreté des Enfants. Notre projet, intitulé « Enfants de quartier populaire à Molem' : coup d'pouce pour mon droit à un logement digne ! », a été retenu à côté de 15 projets développés par des associations/structures sociales sur tout le territoire belge. Ce projet entend faciliter l'accès à un logement digne à des enfants issus de familles monoparentales et/ou familles nombreuses en précarité, grâce à un financement pouvant aider des propriétaires en difficultés financières à rénover leurs biens et à les mettre ensuite en location via l'AIS "Logement Pour Tous" (partenaire de ce projet). Les candidats locataires qui bénéficieront de ces logements seront issus de la permanence logement de l'asbl La Rue. Ce projet s'établira sur le périmètre d'action de La Rue dans son entièreté et couvrira une période de 3 ans jusqu'en 2027.

Nous sommes, à l'heure actuelle, à la recherche active de nouveaux logements à rénover. N'hésitez pas à nous contacter si vous pensez que cette prime peut vous aider, en tant que propriétaire, à vous sortir de situations délicates (insalubrité, taxes pour logement(s) vide(s), etc.) ou si vous envisagez de mettre un de vos biens en location via une AIS; il s'agit que votre bien se situe dans le périmètre du CQD (voir carte).

La Rue

Contactez Lucas Brusco au
0470/39.44.26. Venez à la
permanence le jeudi de 09h30
à 12h00 rue Tazieaux 47



café Réno

Juin : les communautés d'énergie
Septembre : l'humidité et la ventilation
Décembre : économies de chauffage

mail: cre@larueasbl.be
Rue Ransfort 16

a.s.b.l. LA RUE

tel: 02/8801402
1080 Molenbeek

Le mercredi 28 mai 2025 aura lieu la fête des voisins·es Place Cheval-Noir. Plein d'activités sur la place Cheval Noir sont prévues. Venez les découvrir et passer du bon temps ! On vous y attend nombreux·ses !



CACICO, KESAKO ?

CACICO est l'acronyme de Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende ». Il s'agit d'un programme d'aménagement qui concerne l'îlot situé entre les rues de Courtrai, d'Ostende, Vanderdussen et de la Carpe.

Ce programme financé par la Région vient compléter et renforcer à une échelle “micro” des mesures déjà mises en oeuvre dans le cadre plus large du “Contrat de quartier durable Etangs noirs” (voir notamment l'article “Rénovation +” dans cette même Gazette).

Depuis quelques mois, notre association participe activement à ce projet en concertation avec la Commune de Molenbeek et la Région.

Concrètement, il s'agit de :

Créer un jardin public au cœur de l'îlot avec une entrée principale prévue rue de Courtrai (conjointe à un bâtiment accueillant des services au public) et deux plus petites entrées depuis la rue d'Ostende.

Implanter plusieurs équipements de quartier permettant d'accueillir les habitant.e.s et associations du quartier, leur permettant de profiter notamment d'un espace convivial pour se retrouver.

Réaménager ponctuellement des voiries pour sécuriser le passage des piétons et végétaliser l'espace public.

Accompagner des rénovations de logements par des conseils personnalisés apportés par notre équipe (qui comprend 3 architectes).

Soutenir des idées et propositions de gestion collective de certaines ressources qui concernent directement les habitant.e.s et les propriétaires : gestion collective des eaux de pluie et de la distribution d'énergie.

Après une phase d'étude débutée en 2022, le projet est entré depuis fin 2024 dans une phase opérationnelle durant laquelle les éléments vont progressivement devenir plus concrets au fil des mois et des années à venir.



Crédit photo : Edouard Brunet (La Rue)



Crédit photo : Bernardo Robles Hidalgo (La Rue)

L'association La Rue s'est portée candidate pour être missionnée par la Commune de Molenbeek et la Région de Bruxelles-Capitale pour accompagner le collectif de voisinage dans toutes les étapes du projet. Notre soutien doit permettre aux habitant.e.s et aux futur.e.s utilisateurs(trices) de participer à la prise de décision. Les sujets à aborder sont très divers. Ils concernent notamment les aménagements concrets du jardin public, mais également le type d'équipements à installer rue de Courtrai ou encore la programmation de l'amélioration des logements.

Dans ce sens, un budget participatif est également mis à disposition des habitant.e.s qui pourront décider collectivement de l'usage qui pourra en être fait, notamment pour le jardin public.

Les habitant.e.s de l'îlot, futur.e.s utilisateurs.trices du jardin public et de l'équipement de quartier ou encore les propriétaires bailleurs, sont donc les bienvenu.e.s pour rejoindre le « Collectif de voisinage » et ainsi prendre part aux échanges et partager leurs points de vue, leurs idées.

N'hésitez pas à venir nous rencontrer dans nos locaux au 47 rue de Courtrai (de préférence les lundis, mardis et mercredis), où nous organisons régulièrement des initiatives et festivités à destination des habitants (parfois en collaboration avec le restaurant social Cassonade voisin) : distribution de crêpes, discussions, échanges, visites,...

....et bienvenue pour une visite et une découverte collective de cet îlot qui révèle des trésors cachés de l'histoire industrielle et populaire du Vieux Molenbeek !

La Rue
Contactez l'équipe CACICO par mail
cacico@larueasbl.be ou par téléphone au
02/410.33.03

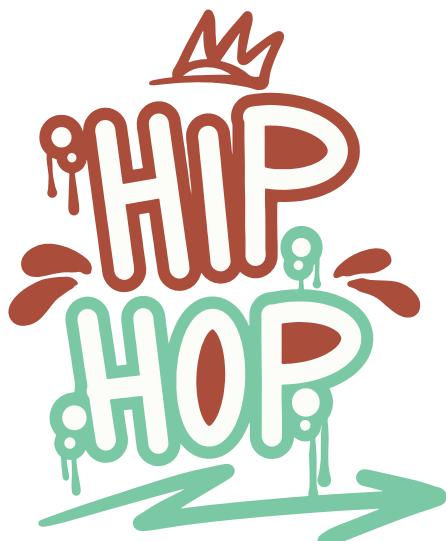
[Page dédiée : larueasbl.be/cacico](http://larueasbl.be/cacico)

PARCOURS HIP-HOP BELGE : UN VOYAGE CRÉATIF ET INCLUSIF AVEC L'ASBL LA RUE

Dans le cadre d'un projet passionnant et novateur, LA RUE t'invite à découvrir le **Parcours Hip-Hop Belge**, un programme unique qui se déroulera de **septembre 2025 à mai 2026**. Ce parcours s'adresse aux jeunes de **14 à 25 ans** et vise à leur offrir une immersion complète dans la culture Hip-Hop belge, à travers des ateliers pratiques, des rencontres avec des intervenants majeurs et des sorties en concerts. Un projet qui allie créativité, apprentissage et ouverture sur le monde.

Une immersion totale dans l'univers du Hip-Hop

Le Parcours Hip-Hop Belge est conçu pour permettre aux jeunes de se plonger dans les cinq grands piliers du Hip-Hop : le rap, le graffiti, le djing, le breakdance, le beatbox et la maîtrise scénique. Chaque aspect de ce programme a été pensé pour développer les compétences artistiques et créatives des participant.es tout en leur offrant un cadre structuré et professionnel.



Ateliers pratiques : Les jeunes participeront à des ateliers d'écriture, de production musicale, de danse et de performance scénique, avec l'accompagnement d'artistes et de professionnels reconnus de la scène belge.

Rencontres inspirantes : Des intervenants externes, figures emblématiques du rap belge, partageront leur expérience et leur expertise, permettant ainsi aux participants d'apprendre des meilleurs tout en découvrant les coulisses de l'industrie musicale et artistique.

Sorties en concerts : Des sorties permettront aux jeunes de vivre des concerts et de rencontrer des artistes, renforçant ainsi leur compréhension de l'univers de la scène live et de l'industrie musicale.

Un engagement social et culturel fort

Au-delà de l'aspect purement artistique, le Parcours Hip-Hop Belge s'inscrit dans une démarche inclusive et engagée. Le projet se veut un vecteur de lutte contre le racisme, notamment à travers la participation et la valorisation des cultures issues des diverses communautés molenbeekaises.

Lutte contre le racisme : Le projet met un point d'honneur à sensibiliser les jeunes aux enjeux de la lutte contre les discriminations et à promouvoir la mixité culturelle. Les participant.es auront l'opportunité de déconstruire les clichés souvent associés aux quartiers populaires, comme ceux de Molenbeek-Saint-Jean, en se réappropriant leur identité à travers l'art et la culture. Le Hip hop, un si bel art de rue.

Partenariats avec des ASBL reconnues : des partenariats avec des associations de premier plan dans le domaine de l'accompagnement social et culturel seront mis en place. Ces structures du monde du hip-hop belge sont des partenaires de confiance, engagées à soutenir la culture Hip-Hop saine et à promouvoir l'éducation permanente, en plaçant la jeunesse au cœur de la transformation sociale.

Ateliers pratiques : Les jeunes participeront à des ateliers d'écriture, de production musicale, de danse, et de performance scénique, avec l'accompagnement d'artistes et de professionnels reconnus de la scène belge.

Un Programme d'Éducation Permanente

Ce programme va bien au-delà de la simple initiation artistique. Il s'inscrit dans une démarche d'éducation permanente (populaire), où l'art devient un moyen d'expression pour les jeunes, mais aussi un levier pour leur insertion sociale voire professionnelle. Chaque étape du parcours est pensée pour offrir aux participant.es des outils qui leur serviront dans leur vie quotidienne, tout en contribuant à leur épanouissement personnel et artistique.

La Célébration de l'Année : Une Exposition Ouverte à Tous

L'un des moments forts du projet sera la clôture en beauté, avec une exposition publique ou un événement ouvert à toutes et tous. Cet événement offrira une vitrine au travail réalisé par les jeunes tout au long de l'année. Ils auront l'occasion de montrer au public leur création musicale, leurs œuvres de graffiti, leurs performances scéniques ou encore leurs projets collectifs. Ce sera l'occasion pour eux de se produire devant un public varié, tout en soulignant l'importance de l'inclusivité culturelle et de la mixité sociale dans la société actuelle.

Un Impact Profond sur les Participant.es

Le Parcours Hip-Hop Belge vise à offrir aux jeunes bien plus que des compétences artistiques. Il s'agit de développement personnel à travers

la créativité, l'expression libre, mais aussi la confiance en soi et l'accompagnement (pour celles et ceux qui le souhaiteraient) vers des opportunités professionnelles. Le programme offre un cadre structuré et soutenant, où chaque jeune pourra se réapproprier son identité, tout en s'ouvrant à des perspectives d'avenir enrichissantes.

En parallèle, ce projet crée un espace de dialogue interculturel, permettant aux jeunes de se rencontrer, d'échanger et de construire ensemble un avenir commun basé sur le respect, l'acceptation et la célébration des différences.

En conclusion, le Parcours Hip-Hop Belge n'est pas qu'une simple initiation à une culture musicale, c'est un véritable mouvement d'émancipation sociale et culturelle. Il offre aux jeunes la possibilité de se réinventer, de se découvrir, mais aussi de s'engager activement dans la construction d'une société plus juste et ouverte.

Grâce à l'accompagnement de professionnels du secteur, à l'engagement de partenariats avec des ASBL reconnues dans le domaine, et à un soutien continu tout au long du parcours, ce projet initié et accompagné par LA RUE devient un véritable tremplin pour les jeunes qui participent.

L'asbl LA RUE, en partenariat avec des structures engagées et des artistes emblématiques, ouvre ainsi la voie à une nouvelle génération d'artistes et de citoyens, armés des outils nécessaires pour affronter le monde, briser les stéréotypes et participer à la richesse d'une société diverse et inclusive.

Si tu es intéressé.e ou souhaites en savoir plus, n'hésite pas et prends contact avec l'Espace Jeunes de La Rue, les inscriptions sont ouvertes !

La Rue
Besoins d'une info ? Contactez
Jarod au 02/410.33.03

Quid du projet ???

Ce projet sera rendu possible si le nouveau Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous accorde un soutien financier dans le cadre du programme PCI (Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité) estimé "facultatif" et sur lequel là aussi l'incertitude règne, programme dont la possibilité d'obtenir une nouvelle labellisation pour une période de 3 ans passera peut-être à la trappe (car pas d'appel à projets lancé en ce sens en 2025), plutôt que d'être pérennisé et qui aurait pourtant besoin d'être renforcé. Celui-ci nous permet de financer un mi-temps et des frais d'activités pour des projets de qualité menés, pour ce qui nous concerne, avec des jeunes adolescent.es et jeunes adultes molenbeekois, dans un travail d'éveil à la "citoyenneté", qui leur permet de trouver du sens et de s'organiser collectivement, dans des valeurs d'ouverture à l'autre, d'implication citoyenne, de respect, de solidarité. Bon sang, que veut le politique ? Croit-il vraiment que c'est à coup de répression et en agitant le bâton ou encore en faisant des coupes sombres dans des budgets permettant de soutenir ce type de projets voire en les supprimant, qu'il permettra à notre société d'aller mieux ?!

À NE PAS MANQUER

NOUS RECHERCHONS DES BÉNÉVOLES POUR NOTRE SOUTIEN SCOLAIRE AUPRÈS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT.ES

Intéressé.e ? Contactez Christopher R., tél. 02/410.33.03 afin d'en discuter

CAFÉS RÉNO

Juin/Sept/Décembre
rue Ransfort 16

Trois cafés réno sont prévus les mois à venir : en juin sur les communautés d'énergie, en septembre sur l'humidité et en décembre sur les économies de chauffage. Contactez-nous pour plus d'infos !

NOS PERMANENCES

Conseil en rénovation : les mardis de 17h à 19h et jeudis de 9h à 12h.

Permanence logement sur rendez-vous par téléphone au 02/880.14.01 ou 02/880.14.05.

Le Jardin Urbain est ouvert à tous et à toutes, les mercredis et samedis de 14h à 17h - rue Fin 34-38

- La Rue asbl – contact et info – du lundi au vendredi de 09h00 à 17h00 – 02 410 33 03 •



La Rue

Réalisation – Omar Naga
www.larueasbl.be
Éditeur responsable Moritz Lennert
Rue Ransfort, 61 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean